

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 033

Achévé de rédiger le 20 décembre 2010

MONDE : Hypothèses 2011-2012

L'économie mondiale a retrouvé une croissance de +5% l'an au troisième trimestre 2010, effaçant une chute du PIB de -0,9% en 2009. Finalement la crise a peu affecté les **pays émergents**. L'Amérique latine et l'Asie émergente, malgré une inflexion de la croissance, ont retrouvé un rythme d'expansion annuelle de, respectivement, +5,2% et +8,7%. Aussi, les prix des produits de base ont stoppé leur repli et les cours du Brent sont repassés au-dessus de la ligne des 90 dollars. Dans les **pays développés**, la reprise économique est plus lente que prévu. Les pays de l'OCDE avancent au taux de +2,7% l'an, même si aujourd'hui ces pays sont touchés par des déséquilibres qui divisent l'Europe entre pays industrialisés et pays dits "périphériques", relançant le débat sur la viabilité de l'Union monétaire.

Les instituts de conjoncture (Coe-Rexecode et Bipe) ont présenté récemment leurs **hypothèses de croissance pour 2011** et les **premières perspectives pour 2012**. Le Bipe considère que la reprise se poursuit dans un contexte de risques toujours élevés. Aussi l'année 2011 serait caractérisée par une poursuite de la reprise dans les grands pays de la zone euro et aux États-Unis, mais à un rythme inférieur à la croissance de 2010. L'expansion mondiale se maintiendrait aux alentours de +4 % en 2011 et 2012 après +4,4 % en 2010. Une croissance plus soutenue est possible si les investissements, très faibles aujourd'hui, repartent plus rapidement. A l'inverse, une rechute ne peut être exclue tant que la situation financière n'est pas stabilisée. Les banques centrales continueront un rôle déterminant. Les taux directeurs devraient demeurer à leurs faibles niveaux actuels, et ce jusqu'en 2012. Coe-Rexecode maintient un scénario d'entrée de l'économie mondiale dans une période de "convalescence", ce qui ne signifie pas une rechute de la croissance (+3,9% en 2011 et +4,1% en 2012). Cet institut fait le pari que les économies émergentes parviendront à tempérer les pressions inflationnistes qui les gagnent, que la politique américaine atteindrait son double objectif de résorption graduelle du taux de chômage et de

maîtrise de l'inflation et privilège sur le plan européen un "débouclage macroéconomique" de la crise des finances publiques.

Aux **États-Unis**, la croissance a été révisée à la hausse au troisième trimestre de +2% à +2,5% l'an et les derniers comptes des ménages et des entreprises incitent à croire à la poursuite de la reprise. Le taux de marge des sociétés non financières a retrouvé un haut niveau et la rentabilité brute du capital productif, qui ressort à près de 10% est passée au-dessus de sa moyenne de long terme (1973-2008) de 7,8%. Aussi, la reprise de l'investissement productif devrait se poursuivre et faciliter une réaccélération des créations d'emploi.

États-Unis - Indice de la production industrielle 2007=100 CVS



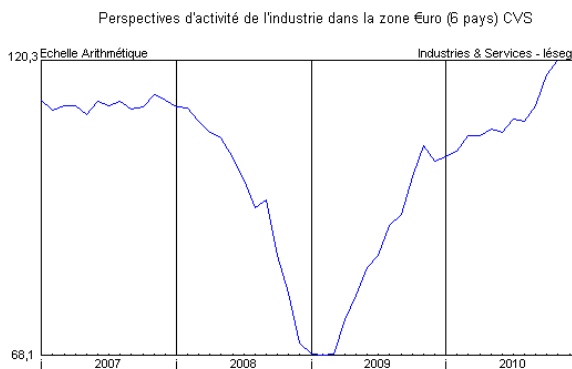
Source : Board of Governors of the Federal Reserve System

Actuellement, le chômage ne faiblit pas, mais les directeurs d'achat dans le secteur non manufacturier entrevoient une franche amélioration à venir de l'embauche. En revanche, le déficit en matière de construction neuve s'accroît. Les permis de construire sont stables au niveau historiquement bas de 550.000 l'an, bien inférieur au niveau jugé normal qui se situe à environ 1,5 million en rythme annualisé. Par ailleurs, le déficit des comptes publics reste à 10,4% du PIB et le déficit extérieur ressort à 3,7% du PIB au troisième trimestre. Le reflux des anticipations inflationnistes conforte la politique monétaire laxiste de la Fed. L'inflation sous-jacente ressort à 0,6% sur un an en octobre et à 0,2% l'an sur les trois derniers mois.

EUROPE : Concilier assainissement et croissance

Dans la **zone Euro**, la **croissance** s'est poursuivie au troisième trimestre, même si le rythme a ralenti (+1,5% au taux annuel, après +3,9% au deuxième trimestre), mais une assez grande dispersion subsiste entre les différents pays. L'Allemagne a connu une progression de +2,8% l'an, alors que les pays dits "périphériques" peinent à s'extraire de la récession. Si le PIB espagnol s'est simplement stabilisé, la Grèce enregistre encore une sévère contraction de son PIB (-4,6% en un an). L'amélioration du **climat des affaires** ou de l'indice de confiance des ménages est due à l'Allemagne.

L'**inflation** sous-jacente reste également contenue (+1,1% en octobre sur douze mois et +1,7% l'an sur trois mois). Cependant, la hausse des taxes et le renchérissement des prix de l'énergie se traduisent par une hausse de l'ensemble des prix plus vive (+1,9% en un an fin novembre et +3,3% l'an sur trois mois) qui vient éroder le pouvoir d'achat.

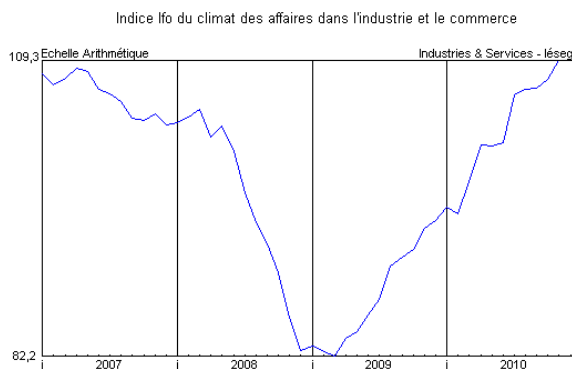


source : Eurostat

Dans les **pays dits "périphériques"** les évolutions récentes diffèrent et les particularismes nationaux demeurent. Dans le cas de l'**Irlande**, il s'agit avant tout d'une crise bancaire qui a fait implorer les finances publiques. Le plan de soutien, décidé par l'Union européenne, est d'un montant de 85 milliards d'euros sur trois ans. En **Grèce**, le plan de soutien, qui était de 110 milliards d'euros, a eu pour origine les pertes de compétitivité et les vicissitudes budgétaires. Les évolutions conjoncturelles récentes diffèrent aussi. En Irlande, la production industrielle a dépassé l'été dernier son point haut d'avant la crise grâce au redémarrage des exportations. Au **Portugal**, la demande externe tire aussi l'activité, mais avec une intensité moindre qu'en Irlande. Surtout, la confiance des ménages se dégrade étant donné la montée du taux de chômage qui avoisine 11%. En Grèce, la diminution de la demande interne explique le nouveau recul du PIB au troisième trimestre. La **Banque Centrale Européenne** ne dispose que d'un seul taux nominal de sorte que si un processus de convergence réelle s'opère au sein de la zone, cela conduit à des taux d'intérêt réels distincts en fonction des trajectoires économiques nationales, conférant une impulsion de la politique monétaire

de nature très différente selon les États membres. Il en est résulté des déséquilibres internes et externes. Sur le plan interne, attirés par des taux d'intérêt faibles, les ménages et les entreprises se sont beaucoup endettés dans les pays en rattrapage, comme en **Espagne**, alors qu'au contraire les agents économiques ont limité leurs recours à l'endettement outre-Rhin.

L'**Allemagne** avait créé la surprise en affichant une croissance exceptionnelle de +2,3% au printemps. Les résultats du troisième trimestre apparaissent donc en net ralentissement, mais restent bien orientés, confirmant la bonne santé de l'économie. Ainsi, le PIB a augmenté de +0,7% cet été, soutenu par l'ensemble des composantes de l'indicateur. Les exportations de biens et services ont progressé de +2,3% au troisième trimestre, bénéficiant du renforcement de la demande en Asie, au Moyen-Orient ou en Europe. Par conséquent, le niveau des exportations n'est plus inférieur que de -1,4% au point haut enregistré début 2008. L'investissement a quant à lui augmenté de +1,3%, porté par les dépenses en biens d'équipement (+3,7%), mais freiné par le recul dans la construction (-0,4%) qui a subi une légère correction après le fort rebond observé au deuxième trimestre (+6,9%). Enfin, la consommation continue de progresser (+0,4%) et se rapproche de ses maxima de 2009. La bonne santé du marché du travail et les augmentations de salaires soutiennent la demande.



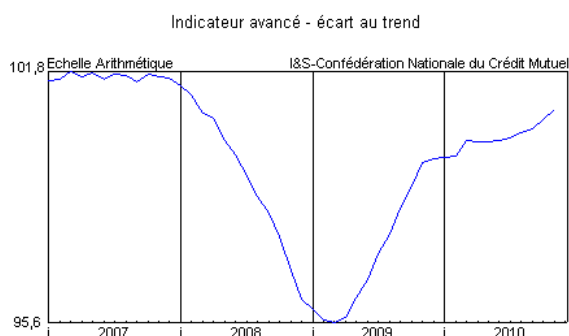
source : Institut für Wirtschaftsforschung

L'indice Ifo, qui mesure le climat des affaires, a établi un nouveau record en novembre, à 109,3 (contre 107,7 en octobre), ce qui pourrait laisser présager une croissance toujours soutenue au quatrième trimestre. Les composantes de perspectives à six mois et de situation courante se sont toutes deux redressées, à respectivement 106,3 et 112,3 (soit +1,1 et +2,1 points).

Pour **2011**, le Coe-Rexecode envisage une croissance du PIB de la zone Euro de +1,7%, puis de +2% en **2012**. Selon les hypothèses du BIPE, celle-ci ne pourrait s'établir qu'à +1,5% l'an prochain, et ne s'accélérer qu'à 1,6% l'année suivante.

FRANCE : Des ménages plus confiants

En France, le rythme de l'expansion au troisième trimestre (+1,4% l'an) a été peu différent de celui de la zone Euro (+1,5%), mais la structure de la croissance est préoccupante. Hors effet des stocks, la croissance économique est à peine positive (+0,2 point). Néanmoins, les signes d'hésitation apparus depuis le printemps dernier ne se sont pas amplifiés. L'indicateur du **climat des affaires** est stable en novembre, après deux mois de hausse sensible. Dans l'industrie, l'indice a reculé légèrement en novembre, tout en se situant à son niveau moyen de longue période, alors que les indices dans les services et dans le bâtiment connaissent une légère amélioration.

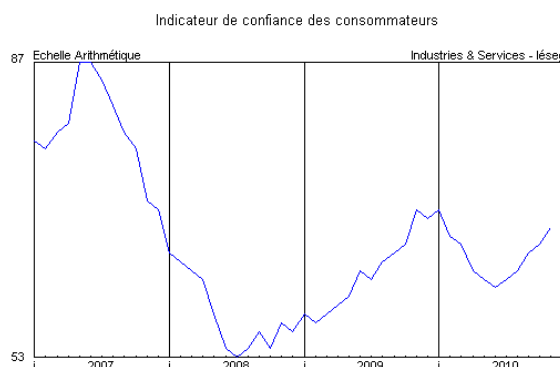


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La **croissance** de l'économie française, qui est estimée à +1,6% en **2010**, a retrouvé un rythme proche de sa tendance moyenne du passé. La production industrielle en octobre reste inférieure de près de -12% à son record d'avril 2008 et l'économie française reste freinée par ses échanges extérieurs. Pour **2011-2012**, le Bipe anticipe une croissance molle accentuée par le plan de rigueur que la France doit engager sous la pression des marchés financiers et, indirectement, des partenaires européens de la France qui ont mis en place des plans de réduction de leurs déficits. Le PIB n'augmenterait ainsi que de +1,4%, puis de +1,5% au cours des deux prochains exercices. Le scénario du Coe-Rexecode retient pour sa part que les éléments de soutien (redressement des revenus d'activité, impulsion en provenance d'une demande interne allemande plus soutenue) l'emporteront sur les freins à l'activité (moindre impulsion monétaire, compétitivité érodée, faible croissance dans les économies du sud de l'Europe). Dans ce cas, la croissance du PIB pourrait s'accélérer à +1,7% en 2011, puis à +2% en 2012.

Les chefs d'entreprise, malgré des perspectives positives, restent prudents. L'appréciation des trésoreries d'exploitation est moins favorable en novembre qu'au début de l'été, mais la recherche de financements n'est plus considérée comme difficile. La reprise des crédits aux sociétés non financières se confirme en septembre (+1,1% et +2,4% en rythme trimestriel annualisé).

Malgré cette croissance sans rattrapage, les **ménages** sont plus confiants mais n'anticipent pas une amélioration du **marché du travail**, bien que le taux de chômage soit stable à 9,3% en France métropolitaine (2,6 millions de personnes). L'**emploi salarié** de l'ensemble des secteurs marchands et non marchands (hors agriculture, emploi public des secteurs non marchands et activités extraterritoriales) a progressé de +0,2% au troisième trimestre 2010, soit +0,7% en glissement annuel, selon la dernière estimation réalisée par l'Insee, poursuivant ainsi sa lente remontée entamée en début d'année. Ceci représente des créations nettes de 118.200 emplois salariés d'une fin d'été à l'autre. Les secteurs du tertiaire, dont l'intérim, ont fait plus que compenser les destructions opérées dans l'industrie (-89.300) et le BTP (-15.000).



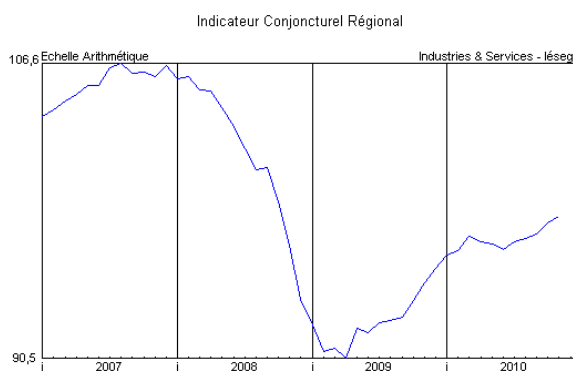
source : Insee.

Le marché **immobilier résidentiel** a connu un redressement en 2010, après une baisse qui a duré de mai 2007 à janvier 2009. Les transactions dans l'ancien ont quasiment retrouvé leur niveau d'avant-crise. Les prix, dont la baisse avait été limitée à moins de -10%, sont repartis à la hausse, démontrant l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande stimulée par des taux d'intérêt historiquement bas. Par ailleurs, la demande de logements neufs s'est fortement redressée. L'année pourrait se terminer avec des ventes proches de l'ancien record atteint en 2007. La tension entre l'offre et la demande explique l'envolée de +7% en un an des prix des appartements neufs.

Selon les prévisions de la Commission européenne, publiées le 29 novembre, le **déficit des administrations publiques** ressortirait à 7,7% cette année, 6,3% en 2011 et 5,8% en 2012. Le projet de loi de finances présenté en septembre retenait également un déficit de 7,7% pour 2010 et un ratio assez proche pour l'année prochaine (6%). En revanche, pour 2012, le gouvernement anticipe un déficit de 4,6% grâce à la poursuite de la maîtrise des dépenses et au redressement des recettes fiscales après la chute observée pendant la crise.

ORIENTATIONS GÉNÉRALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 17 décembre, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de novembre a encore légèrement progressé mais n'a toujours pas retrouvé sa tendance de moyen terme. L'activité s'est maintenue à son niveau précédent. Les stocks de produits finis sont jugés proches de la normale et les carnets de commandes corrects, mais avec de grandes disparités selon les branches. L'amélioration devrait se poursuivre dans les prochains mois. Les échanges s'améliorent mais la consommation des ménages marque le pas. Enfin, le sous-indicateur de l'emploi est beaucoup mieux orienté qu'au cours de l'été dernier.



Source : Industries & Services - léseg

ACTIVITÉ

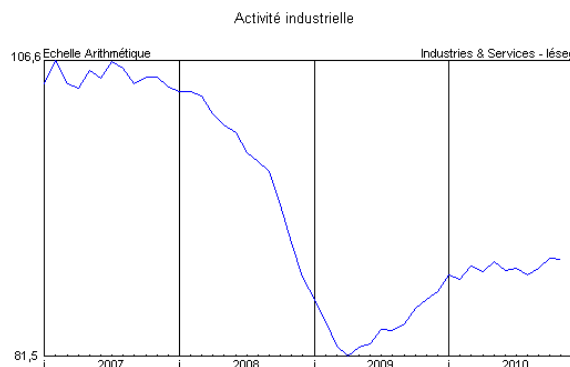
Les rubriques abordées se réfèrent désormais à la nouvelle nomenclature d'activités (NAF révision 2).

Industries agroalimentaires : La production régionale a régressé en novembre. Malgré des plans de charge satisfaisants et des stocks de produits finis conformes aux attentes, les prévisions des chefs d'entreprise restent défavorables, notamment dans l'industrie laitière et le secteur du poisson. L'industrie de la transformation et des conserves des viandes est toutefois plus optimiste.

Biens d'équipement professionnels : La demande s'est intensifiée et a permis à l'activité d'enregistrer une belle progression tant dans le secteur des machines et autres équipements que dans celui des équipements électriques. Des carnets de commandes désormais bien garnis permettent toujours d'envisager une nouvelle croissance des volumes produits.

Matériel de transport : Les cadences des fabrications ont encore augmenté dans la construction automobile. Mais les commandes reçues se sont stabilisées et les carnets demeurent déséquilibrés. Néanmoins, l'activité pourrait encore

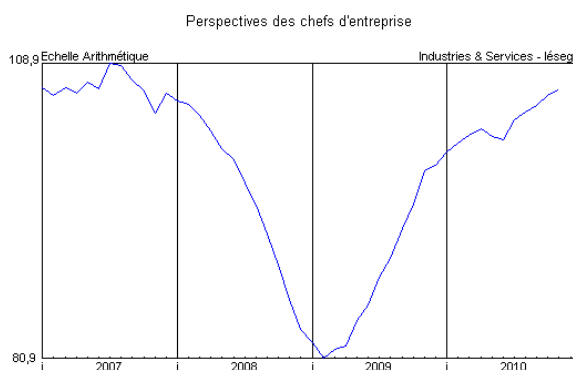
augmenter dans les prochains mois. Les équipementiers bénéficient de cette amélioration et jugent leurs plans de charge corrects et envisagent les prochaines semaines avec optimisme. Enfin, si la production n'a pas varié dans l'industrie du matériel ferroviaire, le niveau des carnets lui permet de formuler des prévisions sereines.



Source : Industries & Services - léseg

Autres produits industriels : Faisant suite au "trou d'air" d'octobre, la production est repartie à la hausse. Dans l'ensemble, la demande est restée stable, les carnets un peu faibles et les stocks de produits finis légèrement excédentaires. Deux secteurs n'ont pas bénéficié de cette amélioration : la chimie de base et les matériaux de construction et verre. Les prévisions y sont cependant positives. Ailleurs, la poursuite de la progression est attendue dans la métallurgie et travail des métaux, la plasturgie et l'imprimerie tandis que le textile-habillement reste prudent. Enfin, dans les papiers et cartons l'embellie ne serait que de courte durée.

Construction : Selon les statistiques ministérielles ([Sit@del2](#)), les autorisations de bâtir de nouveaux logements ont été moins soutenues en octobre dans le Nord-Pas de Calais, à un an d'intervalle : -7,8% contre +26,7% en France métropolitaine, conduisant à des évolutions annuelles cumulées pour la période novembre 2009-octobre 2010 respectivement de +21,2% et de +12,3%. Les mises en chantier ont également présenté des variations au désavantage de la région : -17,6% contre +6,5%, les résultats cumulés sur douze mois étant respectivement, de -0,5% et -3,6%. L'évolution mensuelle régionale de la construction neuve non résidentielle se révèle une fois de plus beaucoup plus aléatoire avec -46% pour les superficies autorisées et +102,9% pour les mises en chantier (contre, respectivement -2,2% et +9,7% en France métropolitaine). Les données exprimées en année mobile (novembre 2009-octobre 2010) ressortent à -18,7% pour les permis et -33,3% pour les mises en chantier (contre -8,6% et -24,4% en France métropolitaine).

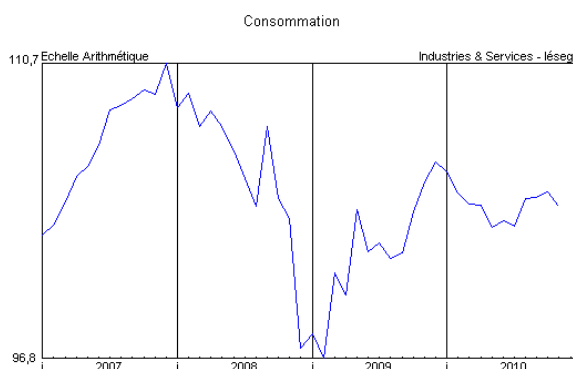


Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : Le volume des prestations s'est encore intensifié dans l'intérim et dans les secteurs de l'informatique et des services de communication. Dans un cas comme dans l'autre, les perspectives sont toujours très positives. En contraste, les activités de conseil se sont inscrites en recul tandis que les activités juridiques, comptables et de gestion, l'architecture et les analyses techniques observent un affaissement de la demande. En conséquence, les prévisions y sont nettement plus nuancées.

CONSUMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a légèrement fléchi à un mois d'intervalle. A la faiblesse des immatriculations d'automobiles neuves sont venues s'ajouter la poursuite du plafonnement des ventes au détail d'électronique grand public, la stabilisation des transactions dans les rayons des meubles, de la librairie-papeterie et de la quincaillerie et la poursuite de la baisse de celles-ci dans l'horlogerie-bijouterie. Les rayons du bricolage et des appareils électroménagers ont toutefois gardé une meilleure orientation. Surtout, les intempéries ont favorisé les rayons des textiles-habillement et des cuirs-chaussures qui sont les seuls à enregistrer un mouvement significatif.



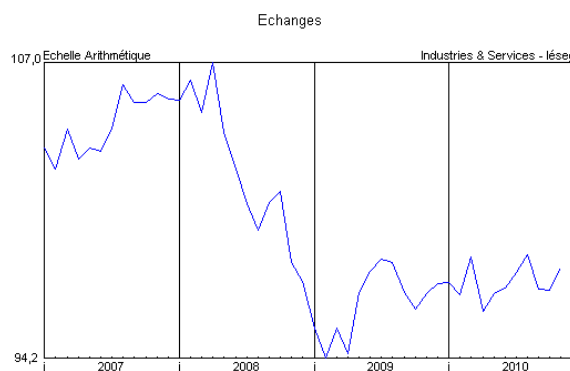
Source : Industries & Services - léseg

Les évolutions du volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – sont restées défavorables, avec -5,6% à un an

d'intervalle et -1,9% par rapport à octobre. Pour le seul compartiment du textile-habillement, les variations ont été, respectivement, de -10,8% et de -4,1%.

ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a fortement augmenté en novembre (+36% à un an d'intervalle). L'amélioration a été très sensible dans les vracs solides (+166%) en raison des céréales dont les sorties avaient été pratiquement inexistantes l'an passé. Les expéditions de vracs liquides ont été également plus soutenues (+49%). Les exportations de "marchandises diverses", seule composante du trafic (50% des volumes pour le mois de novembre) qui participe désormais à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont encore baissé d'environ -3%, dont -14% pour le trafic roulier (transmanche). Elles ont cependant augmenté de +22% pour les conteneurs pleins.



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à novembre (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises ont légèrement progressé à un an d'intervalle. Toutefois, l'enquête de conjoncture du Secrétariat Régional de la Banque de France portant sur ce même mois auprès des entreprises de transports et d'entrepôt révèle un important redressement de l'activité accompagnant une franche remontée de la demande et permettant une détente des trésoreries. L'optimisme revient. Pour leur part, les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs et surtout celles des **véhicules industriels** enregistrent encore une forte amélioration.

Après deux mois de légère baisse, le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin s'est ressaisi (+4,7% au total, soit, +2,4% hors transit, déroutements et "divers"). Compte tenu de la saisonnalité, ce résultat correspond pratiquement à un record jamais égalé antérieurement. Les vols réguliers internationaux (hors "espace Schengen") maintiennent une forte croissance (+17%). Ceux

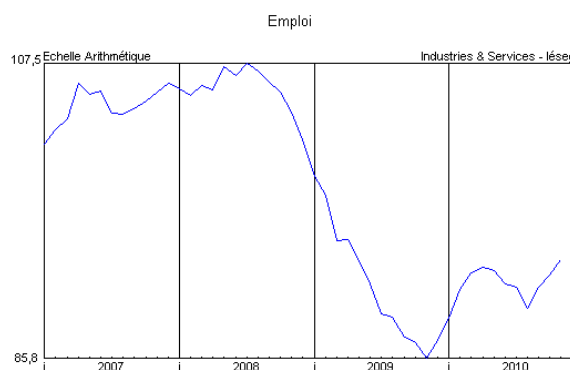
avec l'Union Européenne (incluant les vols intérieurs) ont interrompu le recul des mois précédents (+2,5% en octobre). Les vols "vacances" (charters), peu nombreux à cette époque de l'année, sont en repli de -17,3%.

EMPLOI

En octobre, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a stagné par rapport à septembre pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +3,5% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de -0,8% et +1,8%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,1%, contre -0,3% en France et de +5,4% contre +5% par rapport à octobre 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes s'est accru de +4,9% (+4,6% dans le pays) et celui des femmes de +6,5% (contre +5,4%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à -4,2% (comme en France métropolitaine). Elle a été de +18,4% (contre +23,1%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont encore accentué leur baisse qui a atteint -44,4% sur un an en octobre après -32,9% en septembre (contre -37,1% après -43,3% en France). Le flux total des **entrées** à Pôle Emploi a diminué de -10,3% contre -7,7% en France métropolitaine. Simultanément, celui des **demandes d'emploi**

sorties des listes reculait de -3,5% contre +5,5% dans le pays.



Source : Industries & Services - Iéseg

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées dans la région par Pôle Emploi a fléchi en octobre à un an d'intervalle de -14,4, contre +8% pour la référence nationale (en données brutes). Par catégorie, les évolutions sont restées très contrastées : -26,3% contre -3,5% pour les offres durables (plus de 6 mois), -1% contre +15,2% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +10,6% contre +20,6% pour les emplois occasionnels.

L'équipe de rédaction présente à ses lecteurs ses meilleurs vœux pour l'année 2011.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-Iéseg, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, l'Union Française des Industries Pétrolières, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-Iéseg. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

RÉDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iéseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iéseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/relations-entreprises/indicateurs-de-conjoncture/>